

Pierre Verluise (dir.), *Une nouvelle Europe. Comprendre une révolution géopolitique*, Paris, Karthala, 2006.

A première vue, le titre peut s'avérer trompeur ; ce livre ne fait pas référence à la « nouvelle Europe » des dix entrants de 2004, mais concerne bien l'ensemble du continent et ses évolutions depuis 1989. Cette période peut être considérée comme un moment « géopolitique » par excellence, marqué par la réapparition de l'Europe Centrale et la fin du bloc de l'Est, ainsi que par l'effondrement de l'URSS.

Pierre Verluise¹ nous invite, à travers une vingtaine de textes, écrits tant par des spécialistes que des praticiens, à prendre du recul par rapport à l'événement. Les tendances et événements récents – crise européenne sur l'Irak, géostratégie de l'élargissement de 2004, incertitudes quant aux frontières – s'insèrent ainsi dans des logiques durables de recomposition des territoires et des identités en Europe.

Cette pluralité de témoignages, d'entretiens, et d'analyses, à la fois denses et précis, parfois contradictoires les uns les autres, mais toujours bien documentés, offre des clés pour comprendre la nouvelle Europe et, par la même occasion, les potentialités d'une « Europe-puissance ». Au-delà de la diversité de ce livre, deux traits traversent plusieurs contributions : d'une part, l'hétérogénéité grandissante à l'intérieur de l'UE, et d'autre part, les relations de cette nouvelle Europe avec deux partenaires, à savoir les Etats-Unis et la Russie.

Une hétérogénéité plus grande du continent

En comparaison avec la période précédente, la « nouvelle Europe » se révèle bien plus hétérogène, ce qui peut paraître paradoxal au vu des progrès de la construction européenne. On peut donc distinguer trois dynamiques : le processus d'intégration à l'œuvre dans le cœur historique, le déplacement du centre de gravité géopolitique dû à l'élargissement à l'Europe Centrale, et le questionnement autour des frontières de l'Europe.

Le cœur historique franco-allemand a en effet poursuivi son intégration au cours de ces années, une intégration jalonnée de craintes et de calculs de part et d'autre. L'Allemagne passe selon Edouard Husson, d'une « hégémonie douce » (Fischer), à une politique de concertation permanente avec ses partenaires européens, en particulier avec la France. Cette

tendance, renforcée par une crise économique structurelle, s'exprime avec force quand la menace de guerre en Irak se fait plus précise (2002).

Toutefois, à côté du « cœur historique », l'élargissement aux pays d'Europe Centrale et Orientale en 2004 a introduit des changements profonds au sein de l'UE. Proclamant l'heure du « *retour à l'Europe* » à la fin des années 1980, les nouveaux entrants ont dû patienter pendant près de 15 ans, avec des négociations parfois périlleuses politiquement, à l'exemple des décrets Benes². En outre, leur entrée officielle dans l'UE a été précédée par une forte montée de tensions entre « vieille Europe » et « nouvelle Europe » pour reprendre les termes de Rumsfeld, entre le cœur européen et les nouveaux entrants qui ont choisi des options divergentes. Au demeurant, derrière ces divisions, se cachaient des opinions publiques européennes largement convergentes.

Par ailleurs, l'entrée de ces nouveaux membres pose ouvertement la question des frontières de l'Europe, que soulèvent plusieurs auteurs : les pays de la périphérie souhaitent intégrer leurs voisins, à l'exemple de la Pologne qui entend faire entrer l'Ukraine dans l'UE. Varsovie ne fait que reprendre la politique allemande des années 1990 : faire en sorte que ses frontières ne coïncident pas avec celles de l'UE. Or, suite aux référendums négatifs sur la Constitution et aux déclarations de dirigeants européens, les perspectives de nouveaux élargissements se sont rétrécies, tant la question des frontières définitives de l'UE divise les pays-membres. La décision d'élargir l'UE dépendait auparavant de la reprise de l'acquis communautaire, de l'avis favorable de la Commission Européenne et de chaque gouvernement. De plus, Pierre Verluise a raison de rappeler que dorénavant, l'adhésion de tout membre dépendra également des électeurs français (depuis la modification constitutionnelle du 25 février 2005), en raison de l'article 88-5 de la Constitution qui impose la tenue d'un référendum en cas de nouvel élargissement³.

Une Europe sous influence ? UE, Etats-Unis et Russie.

La contrepartie de l'élargissement, qui a permis la diffusion avec succès des standards européens en matière de démocratie et d'économie, a été cette hétérogénéité croissante que nous venons de constater. L'Europe, si elle veut être un sujet stratégique identifié et cohérent, doit se poser en priorité la question de ses rapports avec les Etats-Unis ainsi qu'avec la Russie. En effet, on observe dans différentes contributions comment ces deux derniers Etats divisent les Européens afin d'arriver à leurs fins. Cependant, cette tactique ne doit pas

empêcher l'UE d'adopter une attitude constructive et de renforcer les partenariats avec ces deux pays-clés.

La construction européenne s'est réalisée grâce au concours américain pendant la Guerre froide, puisque Washington y voyait un contrepoids à l'hégémonie soviétique à l'Est du continent. De plus, les ex-démocraties populaires voient dans la solidarité atlantique le plus sûr moyen d'assurer leur sécurité. Toutefois, comme l'un des contributeurs l'avance avec franchise : « *nous avons eu des intérêts stratégiques presque communs avec les Etats-Unis durant 40 ans. Aujourd'hui, nos intérêts stratégiques divergent, nos visions du monde ne sont pas identiques (...)* »⁴. La question de la survivance de l'OTAN et de son rôle se pose en effet à un moment où l'UE entend se doter de ses propres capacités de défense.

De manière similaire, Moscou est critiquée, non seulement pour l'héritage du « soviétisme », mais aussi pour son attitude actuelle. Ainsi, Stefan Wilkanowicz souhaite obliger « *les Russes à repenser leur identité impériale* », tout en affirmant la nécessité de « *travailler avec eux, dans un esprit de dialogue* »⁵. Certes, la Russie d'aujourd'hui n'est pas l'Union Soviétique, et l'Europe n'est plus un condominium soviéto-américain⁶. Le poids de la mémoire et l'héritage de la domination soviétique ne disparaîtront pas en un jour et continueront de peser sur les représentations géopolitiques des pays centre-européens.

Au final, le tableau géopolitique de l'après-guerre froide que brosse Pierre Verluise montre une Europe dont les défis d'avenir ne manquent pas – construction politique, gestion de l'après-Yougoslavie, élargissements possibles à venir. Or, ces trois aspects sont liés dans une certaine mesure. Prenons l'exemple de l'indépendance récente du Monténégro, qui illustre toute la difficulté de l'espace post-yougoslave, soumis à des processus de désintégration. On s'aperçoit vite que la gestion de l'Europe du Sud-Est, en termes politiques et économiques, ne peut se faire qu'avec une perspective d'intégration régionale, alors même que celle-ci est mise à mal par le coup d'arrêt à la Constitution. Ainsi, le livre est intéressant à plus d'un titre, tant il tend à donner une dimension pluraliste au débat et, surtout, met en lumière bien des dilemmes que se posent aux Européens.

¹ Voir également son livre *Géopolitique de l'Europe. L'Europe élargie a-t-elle les moyens de sa puissance ?*, Paris, Ellipses, 2005, qui a fait l'objet d'une recension sur notre site : http://www.euro-power.fr/fr/pdf/EP0010_PARM0005_03.2006.pdf.

² Les décrets Benes renvoient à la question des trois millions d'Allemands expulsés de la région des Sudètes (Tchécoslovaquie) à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Or, un certain nombre de forces politiques en Allemagne et en Autriche ont utilisé le prétexte de l'élargissement pour tenter de reposer la « question allemande » au moment des négociations. Voir p. 93-112.

³ P. 277-278

⁴ P. 220

⁵ P. 212

⁶ A ce titre, les hypothèses de Catherine Durandin, qui attribuent un rôle majeur aux Etats-Unis et à l'Union Soviétique dans le déroulement de la « révolution roumaine » sont particulièrement intéressantes. Voir p. 19-34.